

# CONSEIL MUNICIPAL

## SÉANCE DU 3 JUIN 2015

L'an DEUX MILLE QUINZE

Le mercredi 3 juin à 21 heures

Le Conseil Municipal de la commune de **SAINT-CHRISTOLY DE BLAYE**

Dûment convoqué, s'est réuni en session **ordinaire**

à la Mairie, sous la présidence de **Madame Murielle PICQ, Maire**

Date de convocation du Conseil Municipal : le 27 mai 2015

**PRESENTS** : (17) Mmes Odette ANCELOT, Stéphanie BAUDE, Marie-Claude BELLUE, Valérie BERLEMONT, Michèle BILLIER, Valérie CHAMBOUNAUD, Irène FIORAZZO, Murielle PICQ, Géraldine VIRUMBRALES, MM. Thomas BERLINGER, François BERNY, Bruno CADUSSEAU, Daniel DEBET, Eric GOUDONNET, Jean-Marie MACEIRA, Emmanuel MOULIN, Francis VITRAS.

**ABSENTS EXCUSES** : (2) Mme Cindy ROBERTEAU, M. Bernard GRIMEE a donné pouvoir à Mme Michèle BILLIER.

**SECRETAIRE DE SEANCE** : Madame Stéphanie BAUDE.

### **ORDRE DU JOUR**

#### **CENTRE DE SOINS**

- Recours à un avocat ;
- Assurance dommages-ouvrage ;
- Avenant n° 2 au lot n° 11 VRD avec TP33.

#### **SERVICES PERISCOLAIRES**

- Tarifs appliqués au restaurant scolaire, à l'accueil périscolaire, aux temps d'activités périscolaires et au transport scolaire à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2015 ;
- Approbation du Projet Educatif Territorial ;
- Approbation du règlement intérieur des services périscolaires 2015/2016.

#### **ASSAINISSEMENT COLLECTIF**

- Assistance à maîtrise d'œuvre et conseil.

#### **FINANCES/PERSONNEL**

- Eclairage public rue du 19 mars ;
- Vente d'une parcelle à la SARL BEAU ;
- Enquête publique : nomination d'un commissaire enquêteur ;
- FDAEC 2015 ;

- Repas du personnel.

## URBANISME

- Lancement de l'appel d'offres pour l'élaboration pour l'Agenda d'Accessibilité Programmée.

## AUTRES POINTS

- Election des représentants aux commissions consultatives ;
- Jumelage avec la commune de SAINT-CHRISTOL ;
- Retrait de la commune de CEZAC du Syndicat Intercommunal du Collège du Val de Saye.

## QUESTIONS DIVERSES

*Les comptes rendus des conseils municipaux du 4 mai et du 13 mai sont adoptés à l'unanimité des présents et représentés.*

N° 20150603-01

### **CENTRE DE SOINS : RECOURS A UN CABINET D'AVOCAT POUR LA REDACTION DES CONTRATS**

*Madame PICQ informe qu'après avoir consulté avec Mme Baude deux notaires, la juriste de l'AMG, Mairie Conseil et Monsieur PADELOUP, technicien à la Communauté de Communes de Blaye ce dernier nous a conseillé le cabinet d'avocats VEDESI qui les aide pour la rédaction des contrats de leur maison de santé.*

*Madame PICQ indique qu'elle a demandé d'ores et déjà un devis du cabinet VEDESI :*

- Analyse juridique : 486 € HT ;
- Participation à une réunion : 540 € HT ;
- Rédaction des conventions ou baux, 405 € HT si le centre de soins est en domaine public et 1 350 € HT s'il en domaine privé.

*Madame PICQ donne lecture du projet de délibération.*

Considérant la complexité de mettre en place une forme juridique afin de louer et/ou de vendre une partie des locaux du Centre de Soins, Madame le Maire propose de solliciter le cabinet d'avocats VEDESI.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Autorise Madame le Maire à solliciter le cabinet VEDESI et à signer le contrat correspondant.
- Cette dépense sera inscrite en section de fonctionnement, à l'article 6226 « Honoraires ».

VOTE : Pour : 17      Contre : 0      Abstention : 1 (M. MACEIRA)

N° 20150603-02

### **OBJET: CENTRE DE SOINS - SOUSCRIPTION A UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGE**

La commission « Finances, Gestion du personnel », réunie le 26 mai, a étudié les devis des cabinets d'assurance pour souscrire une dommage-ouvrages pour le centre de soins.

Elle propose de retenir l'offre de base de la SMACL pour un coût TTC de 10 216,05 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Décide de retenir l'offre de base de la SMACL pour un coût de 10 216,05 € ;
- Autorise Madame le Maire à souscrire le contrat d'assurance dommages-ouvrage correspondant ;
- Cette dépense sera inscrite en section d'investissement, à l'article 2313 « Constructions », de l'opération 27 « Centre de Soins ».

VOTE : Pour : 17      Contre : 0      Abstention : 1 (M. MACEIRA)

N° 20150603-03

**OBJET : CENTRE DE SOINS - AVENANT N° 2 AU LOT N° 11 VRD AVEC TP33**

*Madame PICQ informe que l'éclairage public de la rue du 19 mars doit être effectué. TP33, titulaire du lot n° 11 VRD, doit effectuer les tranchées nécessaires pour passer les réseaux, il pourrait également prévoir la tranchée pour l'éclairage public.*

*TP33 a déjà effectué les DICT correspondantes auprès des réseaux.*

*Monsieur MACEIRA demande si cela a été budgétisé.*

*Madame PICQ répond que 25 000 € ont été inscrits au budget. Elle propose que soit effectuée en 2015 la première tranche des travaux qui permettra d'éclairer l'angle du Centre de Soins, la pharmacie et le parking des professionnels de santé..*

*Monsieur MACEIRA demande quand sera-t-il possible de connaître le coût final de la construction.*

*Madame PICQ répond le coût total ne sera connu qu'à la toute fin des travaux. Mais qu'il est possible de donner l'état des dépenses au fur et à mesure. Que rien n'est caché, le montant a été annoncé à la presse.*

*Monsieur MACEIRA répond qu'il veut juste connaître le coût de la construction. Il rappelle que l'assurance dommages-ouvrage n'avait pas été provisionnée. C'est une surprise.*

*Madame PICQ accorde que cette dépense aurait dû être prévue.*

*Madame PICQ donne lecture de la délibération :*

Madame le Maire rappelle le marché signé avec la SARL TP33 pour le lot n° 11 « VRD » en date du 21 juillet 2014 dans le cadre de la construction du Centre de Soins pour un coût HT de 133 639,54 € et de l'avenant n° 1 pour un coût de 2 426,46 € HT accepté par délibération du 13 mai 2015.

Sur proposition de Madame le Maire, la commission « Finances, Gestion du personnel », réunie le 18 mars, propose l'avenant en plus-value de 2 521,55 € HT suivant :

- Le SDEEG doit réaliser l'éclairage public dans la rue. En accord avec le SDEEG, pour ne pas bloquer l'avancement des VRD du centre de soins, l'entreprise TP33 doit réaliser le génie civil : tranchée, fourreaux, cablette terre, massifs, traversée de chaussée.

Le nouveau montant du marché pour le lot n° 11 « VRD » s'élève à 138 587,55 € HT.

Le Conseil Municipal accepte la proposition de Madame le Maire et l'autorise à signer l'avenant n° 2 correspondant avec la SARL TP33.

VOTE : Pour : 15      Contre : 0      Abstention : 3 (MM. MACEIRA, MOULIN, VITRAS)

N° 20150603-04

**OBJET : TARIFS APPLICABLES AU RESTAURANT SCOLAIRE POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2015/2016**

La commission « Ecoles, services périscolaires, jeunesse » réunie le 19 mai propose d'appliquer une augmentation de 5 centimes pour le repas enfant et adulte à la rentrée scolaire 2015/2016 pour le restaurant scolaire.

Après discussion, le Conseil Municipal décide de fixer les tarifs applicables à la rentrée scolaire 2015/2016 pour le restaurant scolaire comme suit :

- Repas enfant : 2,30 €
- Repas adulte : 5,40 €

Ces tarifs entreront en vigueur au 1<sup>er</sup> septembre 2015.

VOTE : Pour : 18

Contre : 0

Abstention : 0

N° 20150603-06

**OBJET : TARIFS APPLICABLES POUR LES TEMPS D'ACTIVITES PERISCOLAIRES POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2015/2016**

*Madame PICQ informe que les parents d'élèves avaient demandé un tarif global pour les TAP et l'accueil périscolaire. Ceci n'est pas envisageable puisqu'il faut distinguer les services pour lesquels nous percevons des prestations de la CAF.*

*Le but de mettre en place un forfait permettra de faciliter la facturation. Il sera demandé aux parents de payer un forfait par mois et non plus à la garde.*

*Madame BELLUE n'est pas d'accord. Elle pense que cela ne va pas du tout faciliter le travail du secrétariat et précise qu'il faudra revoir les tranches, il y en a beaucoup trop. Elle précise que des décotes ont été prévues.*

*Madame PICQ donne lecture de la délibération :*

La commission « Ecoles, services périscolaires, jeunesse » réunie le 19 mai propose de fixer un forfait mensuel pour les Temps d'Activités Périscolaires pour la rentrée scolaire 2015/2016.

Après discussion, le Conseil Municipal accepte la proposition de la commission et décide :

- de fixer les tarifs applicables à la rentrée scolaire 2015/2016 pour les TAP comme suit :

Tranche	QF	Coût annuel par enfant pour 1 activité hebdomadaire	Coût annuel par enfant pour 2 activités hebdomadaires
1 <sup>ère</sup> tranche	< 550	30 €	50 €
2 <sup>ème</sup> tranche	< 551 et < 750	33 €	55 €
3 <sup>ème</sup> tranche	< 751 et < 950	36 €	60 €
4 <sup>ème</sup> tranche	< 951 et < 1 150	39 €	65 €

5 <sup>ème</sup> tranche	< 1 151 et < 1 350	42 €	70 €
6 <sup>ème</sup> tranche	< 1 351	45 €	75 €

- de fixer les décotes suivantes :

1°) en cas d'absence supérieure ou égale à 15 jours d'un enfant sur présentation d'un certificat médical, il sera effectué la décote suivante :

- 15 jours d'absence : 50 % du forfait mensuel ;
- 3 semaines d'absence : 75 % du forfait mensuel ;
- 1 mois d'absence : 100 % du forfait mensuel.

2°) en cas d'annulation d'une activité (absence d'intervenant), la mairie s'engage dans la mesure du possible à assumer une activité. En cas d'impossibilité, il sera effectué une décote de 25 % du forfait mensuel pour chaque séance.

Ces tarifs entreront en vigueur au 1<sup>er</sup> septembre 2015.

VOTE : Pour : 17 Contre : 0 Abstention : 1 (Mme CHAMBOUNAUD)

N° 20150603-07

**OBJET: TARIF APPLICABLE POUR LE TRANSPORT SCOLAIRE POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2015/2016**

*Madame PICQ informe que nous n'avons pas reçu du Conseil Départemental le tarif à appliquer en 2015. Il a été augmenté de 9 € par enfant l'an dernier, elle propose donc de le maintenir. Elle précise que les parents paient en deux fois.*

*Madame PICQ donne lecture de la délibération :*

La commission « Ecoles, services périscolaires, jeunesse » réunie le 19 mai propose de ne pas augmenter le tarif du transport scolaire pour la rentrée scolaire 2015/2016.

Après discussion, le Conseil Municipal accepte la proposition de la commission et décide de fixer le tarif applicable à la rentrée scolaire 2015/2016 pour le transport scolaire à 129 € par enfant.

Cette prestation fera l'objet d'une facturation selon l'article 3 du règlement intérieur du transport scolaire aux familles utilisant ce service et la recette sera inscrite, en section de fonctionnement, à l'article 7067 du budget annexe « Transport Scolaire ».

Le règlement intérieur sera annexé à la présente.

Ce tarif entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> septembre 2015.

VOTE : Pour : 18 Contre : 0 Abstention : 0

N° 20150603-08

**OBJET: APPROBATION DU PROJET EDUCATIF TERRITORIAL**

*Madame PICQ rappelle que les élus ont reçu par mail le projet du PEDT et informe qu'il doit être validé avant le 30 juin 2015 afin de prétendre à l'aide de l'Etat.*

*Madame BELLUE souhaiterait que les élus de la commission « Ecoles, services périscolaires, jeunesse » en prennent connaissance et qu'éventuellement il soit révisé l'an prochain.*

*Monsieur CADUSSEAU précise qu'en page 6 il est noté le restaurant scolaire sur le site de l'école maternelle, il demande que cela soit rectifié puisqu'il ne s'agit pas d'un restaurant scolaire mais d'une salle où les enfants prennent leur repas.*

*Sa remarque est prise en compte.*

*Madame BILLIER rappelle qu'il faut programmer rapidement une réunion pour rencontrer le comité de pilotage.*

*Madame PICQ donne lecture de la délibération :*

Madame le Maire propose d'approuver le Projet Educatif Territorial travaillé par la commission « Ecoles, services périscolaires, jeunesse » pour les années scolaires 2015/2016, 2016/2017 et 2017/2018.

Madame le Maire donne lecture du projet du PEDT.

Après discussion, le Conseil Municipal adopte le Projet Educatif Territorial pour les années scolaires 2015/2016, 2016/2017 et 2017/2018, annexé à la présente.

VOTE : Pour : 18

Contre : 0

Abstention : 0

N° 20150603-09

**OBJET : APPROBATION DU REGLEMENT INTERIEUR DES SERVICES PERISCOLAIRES 2015/2016**

*Madame PICQ rappelle que les élus ont reçu par mail le règlement intérieur des services périscolaires. Elle demande s'il y a des remarques ou des questions.*

*Monsieur MOULIN trouve que le dernier paragraphe de la partie « Allergies », en page 1 n'est pas dans la bonne rubrique.*

*Madame PICQ propose de mettre un sous-titre « Rappel » et de mettre effectivement ce dernier alinéa.*

*Monsieur MOULIN indique également qu'en dernière page, il faudrait modifier la phrase correspondant au paiement.*

*Madame PICQ propose de mettre « Toutes les factures de l'année précédente doivent être soldées, dans le cas contraire, Madame le Maire se réserve le droit de refuser l'inscription de l'enfant ».*

*Madame CHAMBOUNAUD indique que dans le règlement intérieur du transport scolaire, à l'article 2 il convient de remplacer « Conseil général » par « Conseil Départemental ».*

*Ces observations sont approuvées par le conseil municipal.*

*Madame PICQ informe que les dossiers d'inscription vont être remis rapidement aux parents afin qu'ils inscrivent leur(s) enfant(s) avant la fin de l'année scolaire.*

*Madame BILLIER indique que les tarifs n'ont pas augmenté pour l'accueil périscolaire.*

*Madame PICQ donne lecture de la délibération :*

Madame le Maire propose d'approuver le règlement intérieur des services périscolaires 2015/2016 travaillé par la commission « Ecoles, services périscolaires, jeunesse ».

Madame le Maire donne lecture du règlement intérieur.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte le règlement intérieur des services périscolaires pour l'année scolaire 2015/2016, annexé à la présente.

**OBJET : ASSAINISSEMENT COLLECTIF : ETUDE POUR LE REJET DANS LE MILIEU RECEPTEUR**

*Madame PICQ rappelle que cette délibération était déjà inscrite à l'ordre du jour du 13 mai et que le conseil municipal n'avait pas souhaité délibérer par manque de précisions.*

*Elle informe qu'elle a rencontré avec les élus de la commission en charge du dossier le cabinet **SERVICAD**, conseillé par l'**AMG**.*

*Ils ont proposé un devis.*

*Elle rappelle que le cabinet **MERLIN** proposait de chercher un nouveau terrain et que **SOCAMA** n'envisageait pas du tout la même chose. En effet, lors de la consultation la mission n'était pas assez cadrée et les cabinets n'ont pas répondu sur les mêmes prestations.*

*Elle précise que la **SARL CHAMADE** avait établi une note de synthèse mais pas assez explicite.*

*Monsieur **BERLINGER** pense qu'il faut prendre son problème dans sa globalité et rédiger un cahier des charges précis afin que les cabinets puissent répondre sur la même base.*

*Monsieur **DEBET** a vérifié le contenu de la mission de la **SARL CHAMADE** et il s'avère qu'il n'est pas missionné pour préparer un cahier des charges. Sa mission consiste à contrôler le fermier.*

*Monsieur **MACEIRA** conclut donc que l'on va prendre un cabinet pour préparer un cahier des charges et ensuite on prendra une entreprise pour faire les travaux.*

*Monsieur **CADUSSEAU** rappelle que les rejets de la station ne sont pas conformes, que la Police de l'Eau a imposé des paramètres que nous ne pourrons jamais respecter.*

*Madame **PICQ** donne lecture du devis et des missions proposées par **GREEAU** pour 4 800 € HT.*

*Monsieur **BERLINGER** souhaite qu'il y ait d'autres propositions de devis. Il informe que le **CAUE** peut apporter un avis. Il ne peut pas délibérer sur une seule proposition.*

*Monsieur **MOULIN** est d'accord.*

*Madame **PICQ** rappelle que la Police de l'Eau nous a imposé une date afin d'apporter des solutions.*

*Elle propose que Madame **DUBOIS**, de l'**AMG**, prépare la rédaction du cahier des charges gratuitement incluant les études et l'assistance à maîtrise d'œuvre.*

*Les élus décident de surseoir à la délibération.*

*Monsieur **BERLINGER** propose de lancer la consultation.*

*Madame **PICQ** informe que Madame **DUBOIS** viendra le 12 juin à 14 heures. Elle propose aux élus de la commission disponibles d'assister à la réunion.*

N° 20150603-11

**OBJET : ECLAIRAGE PUBLIC RUE DU 19 MARS 1962**

*Madame **PICQ** rappelle que l'éclairage public de la rue du 19 mars 1962 est prévu au budget. Le **SDEEG** a transmis son devis.*

*Elle propose de réaliser uniquement la 1<sup>ère</sup> tranche cette année.*

*Les candélabres prévus sont du même style que ceux existants mâât noir et luminaire cuivré.*

*Monsieur **BERLINGER** demande s'il y a un coût supplémentaire si on les prend « bordeaux » comme ceux du bourg.*

*Monsieur **MACEIRA** trouve qu'il y a beaucoup de lampadaires. Il demande où sont les économies d'énergie. Il propose de prendre un système qui s'allume lorsqu'une personne passe.*

*Madame **PICQ** précise que le nombre de lampadaires est imposé par les normes d'accessibilité (**PMR**) sur la portion entre le centre de soin et la pharmacie et que l'éclairage prévu est à led.*

*Madame **PICQ** donne lecture de la délibération :*

La commission « Finances, Gestion du personnel », réunie le 26 mai, a étudié les devis du SDEEG pour l'éclairage public de la rue du 19 mars 1962.

Elle propose que soit effectuée la 1<sup>ère</sup> tranche des travaux en 2015 pour un coût HT de 16 945 € TTC.

Madame le Maire informe le conseil municipal de la possibilité de solliciter une aide financière auprès du SDEEG à hauteur de 20 % du montant HT, hors frais de gestion.

Madame le Maire rappelle que la dépense a été provisionnée à hauteur de 25 000 € au budget, en section d'investissement, à l'article 21534 « Réseau d'électrification », opération 10011.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Adopte le plan de financement suivant :

Dépenses :

- Montant des travaux TTC :	16 945,00 €
-----------------------------	-------------

Recettes :

- Subvention du SDEEG 20 % :	2 668,48 €
- FCTVA 15,761 % :	2 250,00 €
- Autofinancement :	12 026,52 €

- Autorise Madame le Maire à solliciter la subvention auprès du SDEEG et à signer le devis correspondant.

VOTE : Pour : 17    Contre : 0    Abstention : 1 (M. MOULIN)

N° 20150603-12

**OBJET : VENTE D'UNE PARCELLE DE TERRAIN A LA SARL BEAU & FILS**

*Monsieur BERLINGER remarque qu'il y a des barrières (plan).*

*Madame PICQ informe qu'elles vont disparaître, la SARL BEAU va clôturer.*

*Monsieur BERLINGER constate qu'il reste une bande à la commune dont on ne pourra rien faire.*

*Monsieur DEBET indique qu'il servira pour le trottoir.*

*Monsieur MOULIN propose de faire un geste symbolique pour la SARL BEAU qui crée de l'emploi.*

*Madame BAUDE fait remarquer qu'il fait partie de la commission qui a étudié le dossier et qu'il n'avait pas émis cette proposition.*

*Monsieur MOULIN rétorque qu'il a réfléchi depuis. Il propose donc 28 € le m<sup>2</sup>.*

*Madame PICQ donne lecture de la délibération :*

Suite au conseil municipal du 1<sup>er</sup> avril 2015, Madame le Maire informe qu'elle a sollicité Monsieur PARADOL, géomètre expert foncier pour borner la parcelle complémentaire de terrain, cadastrée AB 172 au lieudit « Le Bourg » de 278 m<sup>2</sup> en vue de la vendre à la SARL BEAU & Fils.

La commission « Finances, Gestion du personnel », réunie le 26 mai, propose de la vendre au même prix que la parcelle vendue précédemment, soit 30 € le m<sup>2</sup>.



Le Conseil Municipal :

- accepte de vendre 278 m<sup>2</sup> de la parcelle cadastrée AB 172 à la SARL BEAU & Fils ;
- cette opération ne relève pas du champ d'application de la TVA. Le prix de vente est donc fixé à 30 € le m<sup>2</sup> net vendeur ;
- décide que l'ensemble des frais afférents à la vente seront à la charge de la SARL BEAU & Fils ;
- charge Madame le Maire à effectuer toutes les démarches afférentes à cette affaire.

VOTE : Pour : 17      Contre : 1 (M. MOULIN)      Abstention : 0

N° 20150603-13

**OBJET : LANCEMENT D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE PREALABLE AU DECLASSEMENT DE LA PLACE RABUT**

*Monsieur BERLINGER constate que la SARL BEAU avait une servitude de passage, logiquement il aurait fallu qu'il achète le terrain jusqu'à la route. Les parkings sont entretenus par la commune. Si la commune souhaite faire autre chose avec le reste de la place, elle ne pourra pas puisqu'il faudra laisser un droit de passage à la SARL BEAU.*

*Monsieur MACEIRA approuve : on ne pourra rien faire devant.*

*Madame PICQ demande ce qu'ils souhaitaient faire.*

*Monsieur BERLINGER répond : rien.*

*Monsieur MOULIN demande en quoi cela gêne de le laisser en domaine privé.*

*Madame PICQ répond que cela a une incidence sur la voirie communale, un des critères dans le calcul des dotations, et cela permettra de protéger le reste de la place.*

*Monsieur MOULIN trouve que c'est faire des démarches pour rien. La commune va payer un commissaire enquêteur.*

*Madame PICQ répond que le coût est estimé à environ 500 €.*

*Madame PICQ donne lecture de la délibération :*

Le conseil municipal a accepté par délibération du 29 mars 2013 de vendre à la SARL BEAU & Fils une partie de la place Rabut de 610 m<sup>2</sup> et par délibération du 3 juin 2015 de vendre une partie complémentaire de 278 m<sup>2</sup>, de la parcelle cadastrée AB 172 au lieudit « Le Bourg ».

Au vu de ces éléments, Madame le Maire informe qu'il convient de déclasser le reste de la parcelle AB 172 d'une surface de 1 842 m<sup>2</sup> en domaine public.

Madame le Maire est autorisée à nommer un commissaire enquêteur et à effectuer les démarches nécessaires au bon déroulement de l'enquête publique.

VOTE : Pour : 16      Contre : 2 (Mme FIORAZZO, M. MOULIN)      Abstention : 0

N° 20150603-14

**OBJET : DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DU FDAEC 2015 AUPRES DU DEPARTEMENT**

*Madame PICQ informe que l'enveloppe du FDAEC a augmenté par rapport à l'année dernière. Elle propose que cette subvention soit sollicitée pour le centre de soins.*

*Monsieur MACEIRA pensait que le plan de financement était déjà fait.*

*Madame PICQ informe que cela était déjà prévu afin de diminuer l'autofinancement.*

*Madame PICQ donne lecture de la délibération :*

Madame le Maire fait part des modalités du Fonds Départemental d'Aide à l'Equipement des Communes (F.D.A.E.C.) votées par le Conseil Départemental.

Les conseillers départementaux ont réuni les maires du canton Nord Gironde le 27 mai afin de répartir l'enveloppe du FDAEC 2015 (Fonds Départemental d'Aide à l'Equipement des Communes).

Pour la commune de Saint-Christoly de Blaye, l'enveloppe s'élève à 29 432 €.

Madame le Maire rappelle que cette somme a été inscrite au budget prévisionnel pour la construction du Centre de Soins.

Le Plan de financement de cette opération est le suivant :

Dépenses :

- Construction (12 lots) HT :	1 223 196,83 €
-------------------------------	----------------

Recettes :

- FDAEC 2015 :	29 432,00 €
- DETR :	221 797,00 €
- Emprunts :	860 000,00 €
- Autofinancement HT :	111 967,83 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal autorise Madame le Maire à solliciter l'aide financière du Conseil Départemental au titre du FDAEC pour cette opération ;

VOTE : Pour : 17      Contre : 0      Abstention : 1 (M. MACEIRA)

**OBJET : REPAS DU PERSONNEL**

*Madame PICQ propose de reconduire le repas offert au personnel en fin d'année. Elle demande si les élus y sont favorables.*

*Le conseil municipal approuve la proposition et autorise le maire à chercher un traiteur. Le repas sera payant comme l'an dernier pour les élus et pour les conjoints des agents.*

**OBJET : ELABORATION POUR L'AGENDA D'ACCESSIBILITE PROGRAMMEE**

*Madame PICQ informe que la consultation va être prochainement lancée. Madame DUBOIS de l'AMG a proposé un cahier des charges qui a été validé par la commission en charge du dossier.*

*Elle informe par ailleurs de la création du service mutualisé d'instruction du droit des sols de la CDC qui va recruter deux personnes. Un agent va être recruté pour aider les communes à mettre en place l'AD'AP. Le souci est qu'il semble difficile que cet agent puisse déposer les dossiers de toutes les communes au 27 septembre 2015.*

**OBJET : ELECTION DES REPRESENTANTS AUX COMMISSIONS CONSULTATIVES**

Suite à la démission de Madame Martine GABISON et de Monsieur Christian COUSTAL et de l'installation au conseil municipal de Madame Cindy ROBERTEAU et de Monsieur Francis VITRAS ;

Suite à la création par le conseil municipal de commissions consultatives et de groupes de travail, Madame le Maire propose que les élus qui le souhaitent puissent intégrer les commissions consultatives et groupes de travail qui les intéressent.

Le conseil municipal nomme les membres suivants :

Intitulé	Membres	Vote
Commission Ad hoc pour le Centre de Soins	Stéphanie BAUDE, Marie-Claude BELLUE, Thomas BERLINGER, Bruno CADUSSEAU, Daniel DEBET, Bernard GRIMEE, Emmanuel MOULIN, Francis VITRAS.	18
Jury Maisons fleuries	Odette ANCELOT, Stéphanie BAUDE, Marie-Claude BELLUE, François BERNY, Michèle BILLIER, Géraldine VIRUMBRALES, Francis VITRAS.	18
Transport scolaire	Emmanuel MOULIN, Odette ANCELOT, Marie-Claude BELLUE, Valérie BERLEMONT, Michèle BILLIER.	18
Groupe de travail pour règlement des salles et du matériel	Odette ANCELOT, Stéphanie BAUDE, Valérie BERLEMONT, Angélo FIORAZZO, Emmanuel MOULIN, Géraldine VIRUMBRALES.	18
Commission programmation au VOX	Odette ANCELOT, Valérie BERLEMONT Valérie, Bruno CADUSSEAU, Valérie CHAMBOUNAUD, Daniel DEBET, Martine GABISON, Eric GOUDONNET, Jean-Marie MACEIRA, Emmanuel MOULIN, Sandrine PHILIPPS, Patrice RAIMBAUD, Philippe ROUYER, Emmanuel THIERRY, Géraldine	18

	<b>VIRUMBRALES.</b>	
Groupe de travail en charge d'étudier les demandes de subventions des associations	Odette ANCELOT, Stéphanie BAUDE, Valérie BERLEMONT, François BERNY, Michèle BILLIER, Valérie CHAMBOUNAUD, Emmanuel MOULIN, Géraldine VIRUMBRALES.	18
Groupe de travail en charge du PAVE	Florence MONTEIL, Stéphanie ELIAS, Audrey LAMEZAGUE, Sylvie BERTRAND, Valérie CHAMBOUNAUD, Michèle BILLIER, Odette ANCELOT, Valérie BERLEMONT, Géraldine VIRUMBRALES, Murielle PICQ, Fabrice CHICHE, Gilles LALANDE, Stéphane GRIVART, Eric GOUDONNET, Daniel DEBET, Emmanuel MOULIN, Francis VITRAS.	18
Groupe de travail en charge de l'AD'AP	Odette ANCELOT, Stéphanie BAUDE, Valérie CHAMBOUNAUD, Murielle PICQ, Géraldine VIRUMBRALES, François BERNY, Daniel DEBET, Emmanuel MOULIN.	18
Groupe de travail en charge d'étude des demandes d'urbanisme	Emmanuel MOULIN, Odette ANCELOT, Bruno CADUSSEAU, Bernard GRIMEE, Daniel DEBET, Murielle PICQ.	18
Groupe de travail en charge de l'Aménagement du bourg et travaux à l'église	Odette ANCELOT, Daniel DEBET, Bernard GRIMEE, Jean-Marie MACEIRA, Murielle PICQ, Emmanuel MOULIN, Géraldine VIRUMBRALES.	18

VOTE : Pour : 18

Contre : 0

Abstention : 0

*Madame PICQ rappelle que la commission « Transport scolaire » se réunira le 1<sup>er</sup> juillet à 9 heures pour étudier les demandes de transport et faire les circuits.*

N° 20150603-15

# **OBJET : JUMELAGE AVEC LA COMMUNE DE SAINT-CHRISTOL**

*Madame PICQ informe que la dernière visite date de 2013. C'est au tour de la commune de Saint-Christoly de Blaye de recevoir la commune de Saint-Christol. Elle indique que pour prononcer un jumelage, il convient de délibérer.*

*Elle donne lecture du projet de la délibération :*

Madame le Maire expose les raisons qui conduisent à envisager un jumelage avec la commune de SAINT-CHRISTOL : cette commune qui nous a contactés en 2008, a beaucoup de points communs avec la nôtre, taille, tissu associatif, activité viticole mais aussi des différences culturelles enrichissantes. Elle rend compte du déroulement de plusieurs échanges et déplacements entre les élus et les responsables d'associations des deux communes au cours desquelles l'idée de constituer un jumelage s'est précisée (1<sup>ère</sup> visite à Saint Christol en 2010). Un tel jumelage, pour être actif, devra reposer sur la volonté des élus mais aussi sur le dynamisme des habitants. Les échanges scolaires ou rencontres sportives, associatives, culturelles constitueront la base solide d'un partenariat efficace et porteur. Dans cette perspective, Madame le Maire propose la mise en place d'un jumelage avec la commune de SAINT-CHRISTOL située dans l'Hérault, la constitution d'un comité de jumelage et d'accepter les termes d'une charte de jumelage dont le projet sera transmis à chaque conseiller municipal.

Il est précisé que le rôle du comité de jumelage sera :

- D'assurer la promotion du jumelage ;
- De maintenir un lien permanent avec la collectivité partenaire ;
- D'encourager la participation aux activités d'échanges ;
- D'informer localement sur le pays de la collectivité partenaire ;
- De coordonner les initiatives prises dans le cadre du partenariat ;
- De proposer un programme d'activités aux responsables des deux communes ;
- De définir les priorités d'action ;
- Et d'assurer la représentation de la commune dans le cadre des échanges.

Après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire, et après en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- Le jumelage avec la commune de SAINT-CHRISTOL, située dans le département de l'Hérault avec effet 5 juillet 2015 ;
- De constituer un comité de jumelage ;
- D'autoriser Madame le Maire à signer la charte de jumelage ;
- En tant que besoin d'inscrire les crédits suffisants au budget communal.

*La cérémonie du jumelage aura lieu le dimanche matin 5 juillet.*

*Madame BAUDE demande s'il n'y aura que des élus.*

*Madame PICQ informe qu'il y aura des élus et des membres d'associations et des administrés.*

*Monsieur MOULIN demande combien de personnes viennent de Saint-Christol.*

*Madame BERLEMONT répond 15 personnes.*

*Madame PICQ informe qu'il faut constituer le comité de jumelage avec des représentants d'associations.*

*Madame BILLIER demande le programme.*

*Madame PICQ répond qu'il y a ce week-end là l'exposition de photos et le concert de l'Harmonie des Hauts de Gironde aux lacs.*

*Madame BAUDE demande l'origine de cet échange.*

*Madame PICQ explique que Saint-Christol avait fait un appel aux communes du même nom et seule notre commune avait répondu. Saint-Christoly s'est rendu deux fois à Saint Christol et Saint-Christol a été accueilli une 1<sup>ère</sup> fois.*

*Madame BAUDE demande qui paye les frais d'hébergement.*

*Madame PICQ répond que ce sont eux et que la commune prend en charge les repas.*

*Monsieur BERLINGER demande si tout est calé.*

*Madame BERLEMONT répond qu'il reste encore quelques petites choses mais que le plus gros est fait.*

VOTE : Pour : 18

Contre : 0

Abstention : 0

N° 20150603-16

**OBJET : SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU COLLEGE DU VAL DE SAYE : RETRAIT DE LA COMMUNE DE CEZAC**

Le Comité Syndical en date du 13 avril 2015, à l'unanimité des membres présents, a accepté le retrait de la commune de CEZAC du Syndicat Intercommunal du Collège du Val de Saye.

Dans le cadre du processus de retrait d'une commune du Syndicat Intercommunal, les autres communes adhérentes doivent émettre un avis.

Le Conseil Municipal accepte le retrait de la commune de CEZAC du Syndicat Intercommunal du Collège du Val de Saye.

VOTE : Pour : 18

Contre : 0

Abstention : 0

**QUESTIONS DIVERSES**

*1°) Madame PICQ informe de la demande de détachement du garde champêtre. Un appel à candidatures va être lancé prochainement.*

*2°) Madame PICQ informe que Madame Valérie CARO a été recrutée 3 après-midis par semaine en vue de remplacer Madame Jeanine BERNARD. Cependant, elle a dû partir quelques jours d'urgence pour des problèmes familiaux.*

*3°) Le commandant FAUTRAT de la gendarmerie a demandé à l'ensemble des communes d'émettre un avis sur la suppression de la communauté de brigade (COB) de Cavignac en vue de faire une seule brigade territoriale autonome (BTA) sur la commune de Saint-Savin.  
Le conseil municipal n'y voit pas d'objection.*

*4°) Madame PICQ informe que la CDC a donné un avis favorable pour le prêt des locaux de l'ALSH pour le week-end « Photos ».*

*5°) Le prochain conseil municipal se réunira le mardi 30 juin car il devra être délibéré le FPIC.*

*6°) Présentation de l'action « prévention des violences conjugales » par le CIAS.  
Le CIAS a remis au secrétariat des enveloppes sur les violences dans les couples qui seront utilisées pour les envois aux administrés.  
La CDC a acheté une exposition, la commune pourra la solliciter lors de manifestations et notamment lors d'une éventuelle journée de la femme.*

*7°) Une réunion doit être programmée rapidement avec les associations pour constituer le comité de jumelage.*

*8°) Rappel de quelques dates :*

- Le 6 juin : Journée « Ma commune Propre » ;*
- Le 11 juin : réunion pour la programmation du VOX ;*
- Le 16 juin à 20h30 réunion avec les associations et la commission « Culture » pour Saint-Christol ;*
- Le 21 juin : pose des girouettes.*

9°) L'invitation à l'exposition « Photos » va être transmise par mail.

Monsieur MACEIRA indique qu'il a contacté 3 clubs photos. Le club photos de l'Estuaire va aider, il compte 40 photographes. Celui de Prignac et Marcamps 20 et celui de Bassens 15.

8 lieux d'exposition sont prévus : aux lacs dans les arbres (15 photos financées par la CDC), au VOX, à la salle Courade, à l'ALSH, à l'école, à la bibliothèque, à la salle des mariages et dans l'église.

Le personnel de la CDC posera les photos aux lacs.

Il y aura aussi l'association « Rétromobile gabaye » qui pourra amener les personnes intéressées aux lacs.

Monsieur MACEIRA rappelle qu'il conviendra de tenir des permanences.

Il félicite Marie pour le flyer

Il rajoute qu'il faudrait envoyer le flyer dans les clubs photos de la Gironde et de Charente.

10°) Monsieur MOULIN indique que les toilettes publics sont toujours fermés.

Madame PICQ informe qu'ils sont ouverts ponctuellement.

11°) Monsieur MOULIN informe qu'au passage à niveau en allant sur Saugon, un boulon de traverse dépasse et s'avère dangereux pour les cyclistes.

Fin de la séance à minuit.

Le secrétaire de séance,  
Stéphanie BAUDE.

Le Maire,  
Murielle PICQ.